



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : LIMITEE

E/ECA/PSPI.9/21

6 février 1996

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Neuvième session de la Conférence des
planificateurs, statisticiens et spécialistes
de la population et de l'information africains

Addis-Abeba (Ethiopie)

11 - 16 mars 1996

**RAPPORT SUR LES ACTIVITES DE PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT POUR LA PERIODE 1994-1995 ET EXAMEN DU
PROGRAMME DE TRAVAIL 1996-1997 ET
DE LA STRATEGIE POUR LA PERIODE 1998-1999**

INTRODUCTION

Durant la période biennale 1994-1995, le programme de travail de la CEA était axé sur la réalisation systématique des principaux objectifs et priorités du Plan d'action et de l'Acte final de Lagos, du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, du Traité d'Abuja et de la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement. Dans ce contexte, le programme de travail 1994-1995 a été élaboré et orienté vers l'identification de priorités et l'analyse des problèmes actuels de développement de l'Afrique ainsi que des obstacles à ce développement. Des activités ont également été menées dans le but essentiel d'aider les planificateurs et les décideurs à élaborer des plans de développement concordants et cohérents dans le cadre de stratégies et de mesures appropriées.

CHAPITRE PREMIER : EVALUATION DES ACTIVITES MENEES DANS LE DOMAINE DES QUESTIONS ET DES POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT, 1994-1995

La recherche dans le domaine des questions et de la gestion macro-économiques visait à a) améliorer les mécanismes nationaux d'examen et d'analyse des conditions socio-économiques; b) évaluer les politiques et les programmes de développement, notamment le renforcement des mécanismes, des méthodologies et des techniques de planification grâce à la mise au point d'instruments appropriés d'analyse de données et de projections.

Parmi les principales activités réalisées dans ces domaines, on peut citer la publication de l'Etude annuelle des conditions économiques et sociales en Afrique pour 1994-1995. L'Etude analyse les tendances récentes et nouvelles dans les divers secteurs des économies africaines, les principaux problèmes et politiques sous-tendant ces tendances et leurs implications pour la croissance et le développement. Le Rapport économique sur l'Afrique pour 1994 et 1995 qui a également été établi indique les faits marquants du développement socio-économique de l'Afrique durant ces deux années. Il décrit les tendances récentes en matière de développement aussi bien dans le domaine intérieur que sur le plan extérieur.

Dans le domaine de la planification, une étude relative à la "planification stratégique dans le sous-secteur de l'alimentation" a été réalisée. L'étude traite de la nécessité d'appliquer des politiques appropriées pour maintenir des niveaux adéquats de sécurité alimentaire grâce à l'amélioration de la production, de la distribution, de la commercialisation et du stockage de denrées alimentaires dans le contexte d'une coopération régionale renforcée dans le secteur alimentaire.

Dans le domaine de la modélisation et des projections économiques, la CEA a élaboré un rapport détaillé sur leur situation actuelle ainsi que sur les méthodes de construction de modèles économiques dans les pays africains. Le rapport a été établi pour permettre aux pays africains de partager des données d'expérience dans l'analyse quantitative des problèmes et des perspectives dans certains domaines de développement cruciaux. On a réalisé, à l'intention d'un pays, une étude sur les systèmes de prévision à court terme en vue de la conception de politiques et de la gestion macro-économique. Le modèle macro-économique a été conçu pour étudier les implications de certains changements d'orientation prévus et ciblés.

Dans le domaine des pays les moins avancés, une étude a été réalisée pour rationaliser les flux des investissements étrangers directs vers les pays africains les moins favorisés grâce à des mesures appropriées portant sur les programmes d'incitation, notamment des incitations fiscales attrayantes, des

réformes économiques appropriées visant à renforcer le rôle du secteur privé, le développement de l'infrastructure et des institutions financières; et un environnement macro-économique et politique stable.

Une étude sur l'évaluation des résultats des institutions spécialisées de crédit agricole dans les pays africains les moins avancés a été réalisée afin de déterminer la raison pour laquelle ces institutions n'occupent pas encore une place centrale dans les politiques et stratégies globales de production agricole. L'étude a proposé un certain nombre de recommandations visant à améliorer les systèmes de crédit institutionnel en faveur des petits exploitants.

Un document relatif à l'examen des progrès enregistrés par les pays africains les moins avancés dans la mise en oeuvre de la Déclaration de Paris et du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés a été élaboré. Le document a permis l'adoption, par la Conférence des ministres de la CEA, d'un memorandum spécial sur l'examen global à mi-parcours de la mise en oeuvre du Programme d'action.

CHAPITRE II : PROGRAMME DE TRAVAIL 1996-1997 SUR LES QUESTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT

Les objectifs du programme de travail sont centrés sur la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, du Traité d'Abuja et du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 dans le domaine de la planification du développement et sur la solution de la crise économique et sociale actuelle que connaît l'Afrique. Ce sous-programme traitera de la nécessité de promouvoir de façon continue le processus de développement économique et social et de croissance en Afrique, l'accent étant mis sur une approche régionale du développement.

Les principaux éléments du programme de travail et ordre de priorité pour 1996-1997 tel qu'adopté par la Conférence des ministres de la CEA sont les suivants :

1. Coopération internationale

Liaison et coopération sur des questions et politiques relatives au développement avec des organisations non gouvernementales africaines et non africaines, des organismes régionaux et interrégionaux.

2. Services aux organes délibérants

a) Documents à l'intention de la Conférence des ministres de la CEA; de la Conférence des ministres africains des finances; et de la Conférence des planificateurs, statisticiens et spécialistes de la population et de l'information africains;

b) Services fonctionnels pour les réunions ci-après : i) neuvième session de la Conférence des planificateurs, statisticiens et spécialistes de la population et de l'information africains (1996); ii) Conférence des ministres africains des finances (1997); iii) réunion du Groupe intergouvernemental d'experts préparatoire de la Conférence des ministres africains des finances (1997);

c) Réunions de groupes spéciaux d'experts sur : i) les questions de développement et les politiques socio-économiques cruciales; ii) les politiques de taux de change dans le cadre de la mise en œuvre du Traité instituant la Communauté économique africaine.

3. Publications

a) Publications périodiques : i) étude des conditions économiques et sociales en Afrique; ii) bulletin économique pour l'Afrique; iii) étude des conditions de développement socio-économique des pays les moins avancés, des pays sans littoral et des pays en développement insulaires d'Afrique; iv) étude de la structure de la dette extérieure des pays africains;

b) Publications non périodiques : i) réexamen des stratégies de développement de l'Afrique; ii) efficacité des politiques monétaires pour la gestion macro-économique en Afrique; iii) transport multimodal et de transit et problèmes de gestion des ressources côtières des pays sans littoral et des pays en développement insulaires d'Afrique; iv) étude des problèmes de la dette intérieure des pays africains; v) étude sur l'adaptation des instruments et des structures financiers pour promouvoir les petites et les moyennes entreprises et favoriser leur contribution à la croissance de l'Afrique; vi) étude sur les politiques et les mesures requises pour accélérer le processus d'intégration monétaire et financière en Afrique; vii) étude sur l'instabilité des taux de change en Afrique dans le contexte de la libéralisation des secteurs financiers et ses incidences économiques et sociales; viii) rapport intérimaire sur les activités de suivi concernant la création du Fonds monétaire africain.

4. Activités opérationnelles

Services consultatifs pour le renforcement des capacités en matière de planification nationale; l'appui aux pays les moins avancés, aux pays sans littoral et aux pays en développement insulaires d'Afrique; l'adaptation des instruments et des structures financiers pour soutenir la petite et moyenne industrie; le renforcement des systèmes de suivi et de gestion de la dette; la promotion du développement des marchés des capitaux; le renforcement des capacités des institutions de formation en gestion économique et développement.

5. Coordination, harmonisation et liaison

Participation aux activités des équipes spéciales du Comité administratif de coordination (CAC), au projet Link des Nations Unies, aux réunions interinstitutions, aux tables rondes et aux consultations sur les pays les moins avancés, les pays sans littoral et les pays en développement insulaires.

CHAPITRE III : PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PERIODE 1998-1999

Le projet de programme de travail pour la période 1998-1999 a été établi à partir du plan à moyen terme 1998-2001. Le secrétariat continuera d'étudier les problèmes actuels dans le domaine de la planification du développement socio-économique dans la région et d'effectuer des études approfondies dans les domaines de développement cruciaux en vue d'aider les Etats à formuler et à réaliser des plans de développement national cohérents et à adopter des stratégies et des mesures nationales et sous-régionales appropriées dans le cadre des objectifs des stratégies de développement de l'Afrique. Les principaux éléments du plan à moyen terme sont indiqués ci-dessous :

Le programme de travail répondra à la nécessité pour les pays africains d'élaborer des politiques économiques et sociales appropriées et conformes à leurs priorités nationales. Un objectif fondamental de ce sous-programme sera de mener des activités de recherche et d'analyse des politiques sur la performance de l'économie africaine et sur toute une série de questions micro-économiques et macro-économiques ainsi qu'en matière de politique économique internationale. Les conclusions de ces analyses et recherches économiques constitueront la base de concertations avec les responsables africains et de conseils à leur donner sur les tendances économiques et sociales en vue de prévoir les défis nouveaux et de recommander des mesures correctives et énergiques. A cet égard, le travail sera particulièrement axé sur des études multinationales traitant de questions concernant plusieurs pays ou ayant une dimension sous-régionale. La CEA jouerait également le rôle d'organe de centralisation chargé de propager les "meilleures méthodes", en réalisant des études qui identifient ces méthodes et en tirent des leçons en matière de politiques et d'entreprendre des initiatives au niveau de la région.

Il est maintenant de plus en plus reconnu que la vraie mesure du développement économique réside dans le progrès social que ce développement crée. De fait, la stratégie qui s'est révélée très positive pour améliorer la prospérité économique et sociale comporte trois éléments : la stimulation de la croissance qui accroît l'utilisation de la main-d'oeuvre - le meilleur atout des pauvres; les investissements dans l'éducation et la santé; et l'aide aux pauvres. Compte tenu de la multiplicité des acteurs dans ce domaine, et donc de la nécessité d'effectuer une sélection, le présent sous-programme se concentrera sur trois questions, à savoir l'amélioration de la situation sociale des femmes; l'enseignement supérieur; et la surveillance et l'analyse de la pauvreté en Afrique.

S'agissant de la promotion de la femme, la tâche principale sera d'aider les gouvernements à formuler et à appliquer des mesures visant à améliorer la situation sociale des femmes. Un accent particulier sera mis sur l'amélioration de l'accès des femmes à l'éducation, à la santé et aux emplois. On mettra également l'accent sur le renforcement du rôle des femmes dans la prise de décisions dans le secteur tant public que privé grâce à des campagnes de sensibilisation. Cette action sera réalisée grâce à l'organisation de rencontres pour promouvoir le dialogue entre décideurs et notables ainsi que grâce à la recherche, aux services consultatifs et à l'assistance technique.

Les institutions d'enseignement supérieur, principalement les universités africaines, traversent une grave crise. Elles n'ont pas assez de ressources. La qualité de l'enseignement s'est dégradée. Il existe un important exode de professeurs qualifiés vers le secteur privé ou vers les pays étrangers. En conséquence, ces institutions n'ont pas pu remplir leur mission principale qui est de servir de centres de recherche et de formation. Le sous-programme encouragera donc des réformes dans l'enseignement supérieur. Un effort particulier sera consacré à l'exploitation de la technologie de l'information pour diffuser les données d'information et celles d'autres institutions afin d'atténuer le problème des pénuries de matériels d'enseignement rencontré dans les universités africaines.

Les pays africains se sont engagés à prendre des mesures pour réduire la pauvreté, dans le cadre d'une approche globale pour promouvoir le développement social. Les activités dans le domaine de l'analyse et de la surveillance de la pauvreté viseront à renforcer les actions des pouvoirs publics en indiquant ce qui marche et ce qui ne marche pas dans la lutte contre la pauvreté. Le secrétariat travaillera avec d'autres institutions pour aider les gouvernements à renforcer leurs capacités en vue de l'analyse et de la surveillance du phénomène de la pauvreté au niveau national.

La Commission économique pour l'Afrique a une responsabilité particulière dans la surveillance et l'établissement de rapports concernant l'exécution d'un certain nombre d'initiatives et de programmes internationaux consacrés au développement de l'Afrique. Au nombre des initiatives spéciales, on peut citer le nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF), la Déclaration de Paris et le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés, et la Déclaration de la Barbade et le Programme d'action pour le développement durable des petits Etats insulaires en développement. On y ajoutera l'Initiative spéciale à l'échelle des Nations Unies pour l'Afrique qui a été élaborée sous les auspices du CAC. Le suivi et l'établissement de rapports concernant ces initiatives constitueront un objectif important du sous-programme.

Il est prévu que les activités devant être réalisées par ce sous-programme débouchent sur l'adoption et la mise en oeuvre effective de politiques appropriées pour le progrès économique et social des Etats membres.

La Conférence est donc invitée à faire des propositions et des recommandations sur les éléments généraux du programme de travail 1998-2001 afin de permettre au secrétariat de préparer un programme de travail pour l'exercice biennal 1998-1999 qui sera présenté à la Conférence des ministres de la CEA.